

Se mobiliser pour la « justice climatique »

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 12 février 2015

Texte adopté sur la question climatique

Début novembre 2014, le GIEC, le groupe des experts du climat, a publié sa dernière « note pour décideurs » qui explique que le changement climatique s'accélère et que, si des mesures urgentes ne sont pas prises, la température moyenne à la surface du globe pourrait s'élever de plus de 4° à la fin du siècle ce qui produira de nombreuses conséquences dramatiques pour l'humanité, à commencer par une élévation du niveau des mers qui menacera des zones côtières très peuplées, la fonte des glaciers qui menacent la vie de populations entières et les menaces majeures pour les écosystèmes. Il faut également rappeler que les premières victimes seront les couches populaires au sud comme au nord. Pour limiter le réchauffement moyen à 2° maximum, il faudrait « réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 à 70% entre 2010 et 2050 » (rapport du GIEC). Nous en sommes aujourd'hui très loin : les émissions de gaz à effet de serre augmentent au contraire à un rythme rapide : plus 44% entre 1990 et 2010 et aucune inflexion n'est aujourd'hui notable.

Le réchauffement climatique est donc un défi absolument majeur pour l'humanité, défi auquel ne répondent en rien le système actuel et les gouvernements en place. Plus de 20 conférences de l'ONU ont été organisées sur le sujet sans que soient prises les mesures nécessaires ; et les dernières annonces faites cette année par l'Union Européenne, les Etats-Unis ou la Chine sont très loin de répondre aux nécessité de l'heure. Cette incapacité des grandes institutions internationales comme des gouvernements renvoie à la logique même d'un système économique et social capitaliste basé sur la loi du profit et le productivisme. La prolifération des armements et la

multiplication des guerres sont également un des facteurs des dérèglements écologiques que nous devons combattre. Lutter contre le réchauffement et pour la « justice climatique », une notion qui prend en compte la responsabilité historique des pays industrialisés et la nécessité d'engager une transition écologique qui ne se fasse pas au dépend des salariés, des paysans et des couches populaires, doit donc s'attaquer aux racines même de ce système comme le font les mouvements qui revendiquent de :

□ Laisser les combustibles fossiles dans le sous-sol et investir dans les énergies renouvelables, appropriées, efficaces, sûres, propres et contrôlées par les communautés.

□ Rejeter les « fausses solutions » promues par les multinationales et les institutions financières, telles que les marchés et les compensations carbone, les agro-carburants, le nucléaire, la géo-ingénierie...

□ Réduire drastiquement le gaspillage, avant tout et surtout dans le Nord, mais aussi celui des élites du Sud en relocalisant les productions afin qu'une juste redistribution permette de couvrir les besoins en eau et en alimentation saine pour toutes et tous.

□ D'effectuer d'énormes transferts financiers du Nord vers le Sud, basés sur le remboursement de la dette climatique et sujets à un contrôle démocratique. Les coûts d'adaptation et d'atténuation doivent être pris en charge en redistribuant les richesses produites, en réorientant les budgets militaires, par la mise en place de taxes innovantes et par l'annulation de la dette. Il faudra également garantir les droits des déplacés climatiques par des politiques d'immigration basées sur l'accueil et la solidarité.

□ Une conservation des ressources basée sur les droits, qui renforce les droits des peuples indigènes à la terre et promeut la souveraineté des peuples sur l'énergie, les forêts, la terre et l'eau.

□ Une agriculture et une pêche familiale et durable, permettant la souveraineté alimentaire.

Ces revendications sont indispensables pour répondre aux

préconisations du GIEC sans faire peser sur les plus fragiles les coûts de l'adaptation au changement climatique et de la transition vers un modèle qui ne sera plus basé sur les énergies fossiles. Mais elles engagent sur la voie d'une rupture plus radicale. Stopper le changement du climat ne sera pas possible si le système productiviste basé sur le profit et le credo de la croissance à tout prix n'est pas remis en cause et si nous n'entamons pas une transformation de nos modes de vie. Une transition énergétique et environnementale démocratique veut dire donner aux salariés les pouvoirs de transformer leur entreprise, s'appuyer sur une agriculture paysanne et sur des circuits courts de production et de distribution, donner aux habitants et aux communautés locales le contrôle sur leur approvisionnement en eau et en énergie et mettre fin à la précarité énergétique, développer les réseaux de transports public, exproprier les grands groupes extractivistes et sortir le secteur de l'énergie des logiques du profit et de la concurrence des entreprises privées ...

A un moment où, en France, le gouvernement socialiste s'apprête, au mépris de tous les engagements pris, à relancer le programme nucléaire, Ensemble rappelle son opposition totale au nucléaire militaire et civil. Ensemble milite pour une décision immédiate de sortie rapide du nucléaire en commençant par l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans.

Nous militons pour que dans chaque région de France ou ailleurs dans ce monde, les habitant-e-s s'approprient la question climatique et construisent collectivement des scénarios crédibles et ambitieux pour le virage climat-énergie, la reconversion indispensable et urgente des territoires et des activités, tenant compte de leur spécificité et leur histoire. Luttés locales, éducation populaire, réseaux et mouvement global sont indispensables pour peser sur de tels enjeux et prouver que la catastrophe climatique n'est pas une fatalité.

Les luttés contre les « grands projets inutiles » ou les projets de forage de gaz de schistes se sont multipliées en France comme dans de nombreux pays mais il n'existait pas de

mouvement permanent de lutte pour la justice climatique. Les manifestations du 21 septembre à New York et dans de nombreux pays en préparation du sommet sur le climat de l'ONU de Paris en décembre 2015 changent la donne et permettent de construire une mobilisation qui articule :

- Les luttes de résistance contre les projets inutiles et extractivistes,
- Les luttes pour les alternatives concrètes, notamment celles qui se retrouvent dans les Alternatibas,
- La mobilisation citoyenne sur les revendications de la justice climatique.

« Coalition Climat 21 », une coalition très large, avec les principaux syndicats, associations environnementales et mouvements citoyens, s'est mise en place en France pour construire cette mobilisation, en coordination avec des mouvements internationaux de nature similaire. Cette coalition s'est constituée pour développer la mobilisation pour la conférence de Paris de décembre 2015 et son existence est une condition nécessaire pour réussir une mobilisation de masse à la hauteur des enjeux. Restent posée la question des divergences qui existent au sein des mouvements, comme le nucléaire ou les mécanismes de marché tels que les marchés du carbone.

Pour « Ensemble » cette mobilisation est une des priorités pour les années à venir. Cette priorité se traduira en pratique :

- Par le soutien à la Coalition Climat 21 et l'implication dans les mobilisations prévues pour 2015,
- Par le soutien plus spécifique aux mouvements qui, dans le cadre de cette coalition, s'opposent aux impasses que sont le nucléaire ou les marchés carbonés ,
- Par la mise en place d'un espace des forces politiques qui se reconnaisse dans cette mobilisation et dans le soutien aux mouvements pour la « justice climatique » et qui puisse être le pendant politique de la coalition des mouvements, ONG et syndicats
- Par la prise en charge des questions climatiques dans nos

activités militantes (création de collectifs, investissement dans Alternatiba, discours de nos porte-parole, chantiers de l'espoir, élections...).